

Rapport du Conseil des universités
au Ministre de l'Education
sur

LES ORIENTATIONS GENERALES DU SECTEUR
UNIVERSITAIRE DE LANGUE ANGLAISE ET L'AVENIR
DE BISHOP'S ET DE LOYOLA

Conseil des universités

Québec, le 16 juin 1972.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	1
1. Introduction	2
2. Traits généraux du sous-secteur anglophone de l'enseignement supérieur	3
3. Evolution des effectifs étudiants dans le secteur anglophone	10
4. Capacité d'accueil sur les campus anglophones actuels	14
5. Bilan de la situation au 1er juin 1972	18
6. Les solutions préconisées par les établissements	21
7. Analyse critique des solutions proposées par les établissements anglophones	25
8. Bilan	29
9. Recommandations	32

Tableau I: Secteur universitaire de langue anglaise - Population étudiante prévue 1970/71-1981/82	11
Tableau II: Origine des étudiants des campus anglophones - (nombres approximatifs)	12
Tableau III: Surface nette non résidentielle	14
Tableau IV: Capacité d'accueil 1975-76 - campus anglophones	15
Tableau V: Les CEGEP de langue anglaise	20

AVANT-PROPOS

Par deux lettres datées respectivement du 27 octobre et du 31 décembre 1971, le ministre de l'Education du Québec demandait au Conseil des universités de lui donner pour juin 1972 un avis sur l'avenir de Bishop's University et de Loyola College.

De son côté, le Conseil des universités avait déjà entrepris en collaboration avec les universités et avec l'accord du ministre de l'Education une étude des objectifs de l'enseignement supérieur au Québec et des orientations de chacun des établissements au cours de la décennie '70. Une première version du rapport sur ces questions vient d'être soumise pour discussion au milieu universitaire.

Le Conseil des universités estime que le devenir du Collège Loyola et celui de l'Université Bishop's ne peuvent être envisagés que dans la perspective de l'évolution de l'ensemble du secteur anglophone. Il a donc convenu d'élargir le cadre de sa réponse au ministre, sans pour autant traiter dès maintenant des orientations spécifiques de McGill et de Sir George Williams sur lesquelles il reviendra dans son rapport final sur les Objectifs-Orientations.

1. INTRODUCTION

Le Conseil des universités fonde sa réflexion quant au devenir des établissements sur les principes suivants:

1. Le réseau des établissements d'enseignement supérieur doit répondre aux besoins de l'ensemble de la société québécoise.
2. Dans ce réseau, se distinguent en pratique deux secteurs, l'un francophone, l'autre anglophone, au service de deux communautés linguistiques.
3. L'orientation du réseau, de chaque secteur linguistique et de chaque établissement doit tenir compte des besoins à long terme (dix ou quinze ans) et des ressources existantes (campus actuels, développement physique de chacun d'entre eux, ressources professorales disponibles ...).
4. Une parité de services universitaires entre les secteurs linguistiques doit être recherchée le plus rapidement possible. On entend par parité le fait que les deux secteurs puissent offrir des services universitaires de qualité égale, à chacun des trois cycles de formation de même qu'en recherche, et qu'à cette fin leurs ressources financières respectives soient à peu près proportionnelles à la population des groupes linguistiques correspondants.
5. Chaque établissement devrait se caractériser non pas nécessairement par l'éventail complet des services universitaires, que l'on doit rechercher plutôt au niveau du réseau, mais par des caractéristiques scientifiques, pédagogiques et socio-culturelles propres, acceptées par tous les éléments de notre système d'enseignement supérieur.

2. TRAITS GENERAUX DU SOUS-SECTEUR ANGLOPHONE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

2.1 Le sous-secteur anglophone de l'enseignement supérieur se compose actuellement de deux catégories d'établissements: des universités proprement dites, d'une part, et des établissements mixtes, de niveau mi-collégial, mi-universitaire, d'autre part. La première catégorie comprend les Universités Bishop's, McGill et Sir George Williams; la seconde, les Collèges Loyola, Marianopolis, de même que Thomas More Institute; en ce qui concerne Marianopolis, toutefois, on vient d'en annoncer la transformation en CEGEP privé.

Les caractéristiques des établissements universitaires ont été décrites dans le Cahier I du Rapport du Conseil sur les Objectifs-Orientations; nous nous contenterons de les rappeler brièvement ici. Nous compléterons le tableau par une brève analyse des caractères particuliers de Loyola, Marianopolis et Thomas More.

2.1.1 Bishop's University

Fondée en 1843, Bishop's University s'est caractérisée jusqu'à maintenant par des enseignements généraux inspirés du modèle "Liberal Arts" et par un minimum de programmes de spécialisation: théologie et sciences, par exemple... Ayant dû procéder à sa restructuration après l'instauration au Québec du système des CEGEP, Bishop's a eu tendance à accentuer la spécialisation de ses programmes; ainsi met-elle l'accent aujourd'hui sur l'administration, les sciences naturelles, les humanités, les sciences sociales.

Cette restructuration a par ailleurs modifié profondément sa clientèle. L'Université a en effet perdu une grande partie de celle-ci, qui était de niveau collégial. Elle retrouve à cause de

cela des effectifs de l'ordre de ceux qu'elle accueillait il y a dix ans, soit 600 étudiants environ, répartis en 1971/72 sur deux années universitaires. Elle espère les hausser jusqu'à 1000 ou 1200 au cours des années '70. Les Cantons de l'Est constituent son bassin de recrutement principal, et ils fournissent 50% des inscrits; la part du grand Montréal est de 25% environ, celle du reste du Québec de 10%, celle du reste du Canada de moins de 10%, et celle de l'étranger de l'ordre de 5%.

2.1.2 McGill University

Fondée en 1821, McGill est la doyenne des universités du Québec. Elle est aussi la seule des universités anglophones à offrir dans la plupart des domaines un enseignement aux trois niveaux; les deuxième et troisième cycles y représentent approximativement le quart des étudiants. L'établissement est d'ailleurs fortement axé sur la recherche, et il a acquis en ce domaine une réputation qui dépasse depuis longtemps les frontières nationales. Il se caractérise aussi par l'importance des enseignements professionnels: droit, génie, médecine... Le premier cycle, centré jusqu'ici sur une faculté des arts et des sciences dispensant en majorité des enseignements de type général, vient de faire l'objet d'un réaménagement important en raison de l'introduction au Québec du niveau CEGEP; le principal élément de cette évolution semble être la tendance à une certaine spécialisation, dès le premier cycle, contrairement aux habitudes passées. McGill compte, en 1971/72, plus de 14,000 étudiants à temps complet, dont 3,750 de niveau collégial.

2.1.3 Sir George Williams University

Née du service de l'éducation du Y.M.C.A., l'Université Sir George Williams offrait ses premiers cours universitaires en 1929, en division du soir, et en 1932, en division du jour.

Elle obtenait une charte universitaire en 1948. L'Université Sir George Williams tire encore de ses origines l'habitude d'ordonner ses activités aux besoins immédiats du milieu. Ainsi a-t-elle été amenée à faire place largement aux clientèles à temps partiel, inscrites à des cours du soir, du samedi, d'été, autant qu'à des cours du jour. En fait, quoique distincts et régis par une double structure, "division du jour" et "division du soir", les cours dispensés par l'Université sont considérés pour la plus grande partie comme des cours réguliers, de telle sorte que les départements ne distinguent pas les cours du soir de ceux du jour.

En 1971/72, Sir George compte 6,500 étudiants à temps complet, dont 2,700 de niveau collégial.

2.1.4 Loyola College

Fondé il y a 75 ans, le Collège Loyola présente quatre caractéristiques:

- a) il s'agit d'un collège catholique, créé et dirigé par les Pères Jésuites. Ceci signifie que ses enseignants, ses programmes et ses gradués, tout en respectant les normes d'excellence habituelles de l'enseignement post-secondaire, y ajoutent des dimensions morales et éthiques, ainsi que le souligne le Mémoire présenté au Conseil des universités par les dirigeants du Collège.
- b) En second lieu, l'établissement est axé vers une "Liberal Education", encore que cette orientation ait été nuancée au cours des dernières années par le développement de programmes spécialisés.
- c) Loyola est en outre un établissement de premier cycle. Toutes ses ressources sont consacrées à l'enseignement à ce niveau. Cette orientation guide le Collège dans le recrutement des professeurs autant que dans le choix des activités.
- d) Enfin, le Collège a développé au cours des dernières années des enseignements à temps partiel, particulièrement ceux dispensés le soir.

Le Collège Loyola se définit lui-même comme un établissement universitaire, même s'il a toujours eu et possède encore en 1971/72 une forte clientèle de niveau collégial représentant la moitié de ses effectifs plein temps environ. Il propose de faire disparaître ce niveau collégial à partir de 1974/75, à la suite de la restructuration du système d'enseignement post-secondaire au Québec.

2.1.5 Marianopolis College

Conçu comme collège universitaire, oeuvrant donc simultanément au niveau collégial et au niveau du premier cycle universitaire, décernant des diplômes de baccalauréat depuis 1908, par l'intermédiaire de l'Université de Montréal, le Collège Marianopolis vient de procéder à une réorientation fondamentale en décidant de se constituer en CEGEP privé. Il n'y a donc pas lieu de s'étendre ici sur ses caractéristiques, mais tout au plus de rappeler qu'il a longtemps agi, à l'instar de Loyola, comme établissement catholique, accueillant une clientèle féminine et dispensant un enseignement général inspiré du modèle "Liberal Education". La modestie de sa taille - moins de 500 étudiants - était aggravée depuis peu par la contraction du bassin démographique anglophone et par la concurrence que lui livraient d'autres établissements montréalais en quête de clients.

2.1.6 Thomas More Institute

En vertu d'une entente (non formelle, semble-t-il) avec l'Université de Montréal, qui décerne les diplômes, le Thomas More Institute dispense un enseignement de premier cycle à temps partiel à des adultes. Le statut et les activités de l'établissement, dont le rôle dans le réseau québécois est marginal, n'ont pas été analysés par le Conseil, qui ne traitera de son devenir que dans son rapport final sur les Objectifs-Orientations.

2.2. Le sous-secteur anglophone, l'enseignement supérieur et les recommandations de la Commission Parent

Prévoyant et provoquant parfois l'évolution dont il vient d'être question, la Commission Parent recommandait dans la deuxième partie de son rapport (recommandation 126):

"Qu'une université à charte limitée soit formée du regroupement des ressources de Loyola College, Marianopolis College, Thomas More Institute, St. Joseph Teachers College pour constituer une corporation régie par un Conseil d'administration nommé par le lieutenant-gouverneur en Conseil sur proposition des établissements et des groupements anglo-catholiques intéressés".

Le St. Joseph Teachers College a été récemment fusionné à McGill University. Marianopolis College vient de se transformer en CEGEP privé. Le Thomas More Institute n'a pas encore décidé de son avenir. Loyola, pour sa part, doit le faire, puisqu'il n'est plus possible à un établissement québécois d'oeuvrer en même temps au niveau collégial et au niveau universitaire; l'importance de ses effectifs nous invite à souligner les grandes lignes de son évolution récente et à évaluer plus précisément son rôle dans le système québécois d'enseignement post-secondaire.

2.3 Evolution récente du Collège Loyola

Comme dit précédemment, le Collège Loyola a poursuivi jusqu'à maintenant ses activités comme collège universitaire. Devant aujourd'hui choisir entre un devenir collégial et un devenir universitaire, pour satisfaire aux exigences du système québécois d'enseignement post-secondaire, Loyola choisit la seconde voie. Dans cette hypothèse, il n'accueillerait plus d'étudiants nouveaux au collégial à partir de 1973/74 et n'en compterait plus aucun à partir de 1974/75.

Loyola, pourtant, n'a pas été considéré jusqu'à maintenant comme faisant partie du réseau québécois officiel d'enseignement supérieur. Agissant comme établissement privé, le Collège s'est satisfait d'une situation qui lui permettait de poursuivre ses activités traditionnelles, en tirant avantage de subventions que lui versait le gouvernement provincial, à titre exceptionnel.

Désirant poursuivre ses activités au niveau universitaire seulement, le Collège devient tributaire de l'assistance gouvernementale; il admet en effet que, dans la conjoncture québécoise présente, il ne serait pas possible à un établissement d'enseignement supérieur d'offrir des services de qualité à partir des seules ressources que lui fourniraient les droits de scolarité.

Le gouvernement du Québec, pour sa part, ne peut accepter l'entrée d'un nouvel établissement dans le réseau universitaire que si les besoins de la population le justifient. Le Conseil des universités a d'ailleurs affirmé ce principe dès les premières lignes de ce rapport. Le gouvernement a de toute façon refusé la reconversion de Loyola en université de plein exercice, en lui refusant la charte qu'il demandait. La question posée aujourd'hui n'est donc pas celle de la transformation de Loyola en une université, mais celle de l'opportunité de son association avec un autre établissement d'enseignement supérieur, ou de son intégration à celui-ci.

En même temps que dans sa lettre du 31 décembre 1971 le ministre de l'Education écrivait que "le Ministère ne peut envisager actuellement de créer une nouvelle université au Québec", il affirmait que:

"les ressources que représente le Collège Loyola pour l'enseignement supérieur au Québec doivent être sauvegardées et réorientées à l'intérieur des grandes lignes suivantes:

1. étant donné qu'il s'agit d'aménagement de ressources de l'enseignement supérieur, le Conseil des universités devra, après étude du problème, me fournir ses recommandations concernant cette opération;
2. étant donné que votre institution a contracté des engagements envers sa clientèle étudiante et son personnel enseignant, le ministère de l'Education

garantit au Collège Loyola, pour une période n'excédant pas le 30 juin 1975, qu'il prendra les dispositions nécessaires pour que ces engagements soient respectés".

Afin de remplir le mandat qui lui a été confié par le ministre de l'Education, le Conseil devra au cours des pages qui suivent s'interroger sur la reconversion de Loyola en fonction de deux séries de considérations: ressources actuelles du Collège au niveau universitaire proprement dit, d'une part, besoins de la population anglophone du Québec en matière de services universitaires, d'autre part. La confrontation des deux séries d'éléments est en effet essentielle au moment où il apparaît que la diminution des clientèles étudiantes dans ce secteur linguistique laisse dans les universités actuelles un excédent de places. Il convient de mesurer l'importance de cet excédent dès avant que ne soit posée la question de Loyola, et il importe de lui trouver une solution aussi rapidement que possible, eu égard particulièrement aux implications budgétaires du phénomène.

3. EVOLUTION DES EFFECTIFS ETUDIANTS DANS LE SECTEUR ANGLOPHONE

Dans deux études distinctes, les universités de langue anglaise et le ministère de l'Education ont présenté des prévisions d'effectifs étudiants universitaires à temps complet jusqu'en 1982, pour l'ensemble du secteur anglophone. Pour les besoins de l'étude, Loyola a été inclus dans celui-ci. Leurs conclusions diffèrent peu: pour 1981/82, le ministère prévoit 21,240 étudiants, tandis que le "ELPSI REPORT"* avance le chiffre de 20,655; pour la période 1972/73 à 1979/80, les deux séries sont aussi fort voisines, bien que les prévisions de ELPSI soient légèrement supérieures à celles du ministère; ces dernières, par contre, sont plus optimistes pour 1980/81 et 1981/82.

Nous retiendrons ici les prévisions du ministère (tableau I), tout en gardant en mémoire que les universités anglophones elles-mêmes, dans le Rapport ELPSI, prévoient à long terme 600 étudiants de moins environ. Mentionnons que ces prévisions postulent des taux de passage optimistes entre le collège et l'université ainsi que le maintien des taux actuels de recrutement d'étudiants francophones et d'étudiants étrangers.

Le tableau I indique que le nombre des étudiants universitaires augmente d'environ 2% par année, puisqu'il passe de 18,000 en 1973/74 à 21,000 en 1981/82. Il est prévu que les deuxième et troisième cycles progresseront légèrement moins vite que le premier cycle, tout en se maintenant à environ 17% de la population étudiante totale. Aucune prévision d'effectifs n'a été faite pour la période située au-delà de 1981/82. Toutefois, pour le Québec comme pour l'ensemble de l'Amérique du Nord, on peut prévoir une stabilisation des effectifs pour l'ensemble des années '80.

Il est à remarquer par ailleurs que l'évolution des effectifs du secteur anglophone est influencée non seulement par des facteurs démographiques internes, mais aussi par l'apport de deux groupes particuliers de clientèle. Les campus anglophones, y compris

* ELPSI: English Language Post-Secondary Institutions.

TABLEAU I

Secteur universitaire de langue anglaise

Population étudiante prévue

1970/71 - 1981/82

Année	Niveau collégial (1)	1er cycle (3)	2 ^e &3 ^e cycles (2)	Total	Total sans niveau collégial
1970/71	6,763	13,619	3,088	23,470	16,707
1971/72	7,231	13,585	2,898	23,714	16,483
1972/73	6,074	13,774	3,181	23,029	16,955
1973/74	3,087 (5)	14,747	3,203	21,037	17,950
1974/75	463 (5)	15,251	3,284	18,998	18,535
1975/76	0	15,599	3,342	18,941	18,941
1976/77	0	15,853	3,401	19,254	19,254
1977/78	0	16,136	3,460	19,596	19,596
1978/79	0	16,621	3,504	20,125	20,125
1979/80	0	16,947	3,548	20,495	20,495
1980/81 (4)	0	17,265	3,600	20,865	20,865
1981/82 (4)	0	17,595	3,645	21,240	21,240

- (1) Dans les universités Bishop's, McGill et Sir George Williams seulement.
 (2) Incluant les internes et les résidents mais excluant les rédactions de thèse.
 (3) Incluant le niveau universitaire de Loyola.
 (4) Approximation D.G.E.S.
 (5) Approximation D.G.E.S.

Sources: - ELPSI REPORT - novembre 1970 - hypothèse moyenne.
 - Loyola - lettre J.J. McAsey, 7 décembre 1971.
 - Document # 24, Comité McGill, daté du 1er mars 1971.

Loyola, reçoivent en effet 12% environ d'étudiants étrangers, contre 6% pour les campus francophones. En outre, on estime que les campus anglophones accueillent 10% d'étudiants de langue française, tandis que le mouvement des étudiants de langue anglaise vers les campus francophones est négligeable. Si nous appliquons ces pourcentages à deux années particulières (tableau II), nous constatons que la clientèle anglo-canadienne proprement dite est inférieure de plus de 4,600 étudiants aux clientèles totales prévues pour ces années-là. Un tel calcul n'est pas gratuit, puisqu'il est souhaité par le Conseil des universités que le mouvement inter-linguistique des étudiants ne soit pas à sens unique, et que les universités de langue française puissent accueillir un contingent d'étudiants de langue anglaise comparable à celui d'étudiants de langue française se dirigeant vers les campus anglophones. Par ailleurs,

TABEAU II

Origine des étudiants des campus anglophones *
(nombres approximatifs)

	1973/74	1981/82
Nombre total d'étudiants	17,950	21,240
Etudiants étrangers	2,150	2,550
Etudiants canadiens francophones	1,800	2,120
Etudiants anglo-canadiens	14,000	16,570
* Y compris Loyola.		

une politique nouvelle de frais de scolarité pourrait éventuellement avoir un certain effet sur le recrutement d'étudiants étrangers.

Au total, le nombre de 21,240 étudiants prévu par le ministère de l'Education pour 1981/82 apparaît comme le maximum envisageable, du moins en fonction des politiques actuelles ou de celles envisagées pour un proche avenir. Ajoutons que ce total comprend environ 1,000 internes et résidents de la faculté de médecine de l'Université McGill; leur activité s'exerce au sein des établissements hospitaliers, et non dans l'Université elle-même.

Il resterait donc en 1981/82 20,000 étudiants environ sur les campus eux-mêmes, selon les prévisions de la DGES., qui sont les plus optimistes, et 19,500 environ selon les prévisions des établissements anglophones (ELPSI). Le caractère sécuritaire de ces prévisions est confirmé par le fait que les taux de passage réels du CEGEP à l'université et les taux actuels de répartition des étudiants entre section préuniversitaire et section professionnelle, dans le secteur anglophone, sont différents de ceux enregistrés du côté francophone; leur maintien au cours des prochaines années tendrait à situer l'inscription universitaire à un niveau très inférieur à 20,000 étudiants. S'ils nous paraissent bas (ils supposeraient en effet une déscolarisation relative des populations anglophones d'âge universitaire), ils n'en montrent pas moins que le secteur anglophone subira de sérieuses contraintes de recrutement au cours des dix prochaines années et que le nombre de 20,000 étudiants avancé par la DGES doit vraiment être pris comme un nombre maximum.

4. CAPACITE D'ACCUEIL SUR LES CAMPUS ANGLOPHONES ACTUELS

4.1 La capacité d'accueil des campus actuels est calculée sur la base de la surface utile des locaux disponibles. L'inventaire de ceux-ci est tenu régulièrement à jour par le Ministère de l'Education, avec la collaboration des établissements concernés. Un inventaire succinct de ces locaux, fourni par le Ministère, est présenté en annexe.

Nous en donnerons ici un aperçu. Il inclut les locaux de Macdonald College et de Loyola College, ainsi que des locaux en cours de construction à l'Université McGill. Pour 1971/72, et l'ensemble des campus, il indique une surface nette non résidentielle inventoriée de 4,032,000 pieds carrés, et une surface utile de 3,349,000 pieds carrés. En 1975/76, cette surface utile s'élèverait à 3,409,000 pieds carrés (tableau III)

TABLEAU III

<u>Surface nette non résidentielle</u>			
	1971 - 1972		1975 - 1976
	Surface inventoriée pieds carrés	Surface utile pieds carrés	Surface utile pieds carrés
McGill	2,348,000	1,850,000	1,910,000
McDonald	498,000	415,000	415,000
Sir George	603,000	584,000	584,000
Bishop's	220,000	167,000	167,000
Loyola	363,000	333,000	333,000
	<hr/> 4,032,000	<hr/> 3,349,000	<hr/> 3,409,000
Source: D.G.E.S., S.A.F., 14 février 1972.			

4.2

Sur la base de l'inventaire des locaux et du calcul des surfaces utiles, le calcul des capacités d'accueil peut donner des résultats variables selon que l'on utilise telle ou telle norme moyenne de pieds carrés par étudiant à temps complet. Au Québec, est utilisée la norme moyenne de 120 pieds carrés de surface nette non résidentielle par étudiant à temps complet; cette norme s'applique différemment, toutefois, selon le type de discipline, et les surfaces allouées varient, en fait, de 70 pieds carrés (premier cycle, sans laboratoire) à 210 (sciences de la santé). Elle a maintes fois été critiquée et jugée trop faible. La comparaison en a souvent été faite avec l'Ontario ou le Nouveau-Brunswick, qui fondent leurs allocations sur une moyenne de 130 pieds carrés par étudiant, sans tenir compte des étudiants en médecine.

En dépit de ces représentations, le Conseil des universités n'est pas en mesure de recommander actuellement une révision de la norme. En fonction de celle-ci, le ministère prévoit pour 1975/76 une capacité d'accueil de 28,371 étudiants, ainsi répartie:

TABLEAU IV

Capacité d'accueil 1975/76Campus anglophones

McGill	. . . . .	15,280 étudiants
McDonald	. . . . .	2,441 "
Sir George	. . . . .	5,562 "
Bishop's	. . . . .	1,758 "
Loyola	. . . . .	3,330 "
		<hr/>
		28,371

Pour la même année, la capacité d'accueil serait de 29,643 étudiants sur la base d'une norme de 115 pieds carrés, de 27,272 sur la base de 125 pieds carrés, et de 26,153 sur la base de 130 pieds carrés.

Rappelons qu'en 1981/82, les inscriptions sur les campus anglophones atteindront le maximum actuellement prévisible, soit 21,240 étudiants, et que l'on prévoit pour 1973/74 17,950 inscriptions au niveau universitaire. Rappelons aussi que ces nombres incluent 1000 internes et résidents environ, qui ne réclament aucun espace sur les campus.

En 1971/72, seule Sir George Williams loue certains espaces pour une surface nette de 63,100 pieds carrés. Pour sa part, McGill University possède quelques locaux dont la désuétude ou la possibilité de reconversion ne peut être évaluée par le ministère de l'Education; en raison des normes de déclassification pour vétusté, ces locaux peuvent être considérés ici comme marginaux et n'influençant pas la situation générale de façon significative.

4.3 Capacité d'accueil et ressources humaines.

S'il est commode et habituel de les mesurer en fonction des surfaces utiles, les capacités d'accueil doivent aussi être évaluées en tenant compte des ressources humaines. Pour cette raison, le tableau de l'annexe II présente le relevé des personnels à temps complet engagés dans les fonctions subventionnées, en 1970/71, dans l'ensemble des universités. Parallèlement, il offre pour les mêmes postes les données concernant les campus anglophones.

Il en ressort que, dans l'ensemble, les campus de ce secteur possèdent déjà les ressources nécessaires à leur évolution à

moyen terme. Il est probable toutefois que la conjoncture à court terme créera des problèmes d'adaptation et des situations difficiles, dans l'un ou l'autre des établissements. Ceci inspirera certaines des recommandations que nous formulerons dans ce rapport.

5. BILAN DE LA SITUATION AU 1^{er} JUIN 1972

5.1 Un excédent de places au niveau universitaire.

La comparaison des clientèles prévues jusqu'en 1981/82 et de la capacité totale d'accueil sur les campus anglophones met en évidence un excédent de capacité tout au long de la décennie '70 et, probablement, pour la majeure partie de la décennie '80. Sur la base des surfaces utiles, le ministère de l'Éducation l'évalue à 6,856 places en 1975/76, en fonction des prévisions faites par chacun des établissements, et à 9,430 places en fonction des prévisions globales d'effectifs étudiants. Que l'on considère les prévisions du ELPSI Report ou celles de la DGES, il resterait encore, en 1981, un excédent de l'ordre de 8,000 places, du moins dans l'hypothèse d'une capacité d'accueil stable de 1976 à 1981, en dépit d'un léger accroissement du nombre des étudiants universitaires.

Entre ces diverses hypothèses, il n'est pas possible de déterminer rigoureusement les niveaux auxquels se situeront les excédents de places pour les dix prochaines années. Le moins que l'on puisse dire, pourtant, est que les trois universités anglophones actuelles disposeront, à partir de 1974/75, de la totalité des 7,250 places occupées actuellement (1971/72) par les étudiants de niveau collégial:

- . 800 environ à Bishop's, où les collégiaux sont inscrits en fait au CEGEP Champlain, tout en utilisant une partie des installations du campus de l'université;
- . 3,750 à McGill;
- . 2,700 à Sir George Williams.

De plus, on sait déjà que la disparition du niveau collégial ne sera pas compensée par une progression égale du nombre d'étudiants universitaire. Les prévisions du tableau I évaluent l'accroissement 1971/81 à moins de 5,000 étudiants; or, ces prévisions sont optimistes. C'est dire que selon les perspectives et les politiques actuel-

les de recrutement, il resterait encore sur les campus des trois universités un excédent de 2,000 places en 1981/82. En y ajoutant les capacités d'accueil de Macdonald et de Loyola, cet excédent serait augmenté encore de près de 6,000 places, pour atteindre un chiffre de l'ordre de 8,000.

5.2 Des places en nombre insuffisant dans les CEGEP

Alors que de 1972 à 1974 s'accroîtra dans les universités le retrait des étudiants de niveau collégial et que, conséquemment, l'excédent de places ira croissant, les CEGEP de langue anglaise devront, au contraire, trouver 3,500 places supplémentaires pour septembre 1973, 7,000 environ pour septembre 1974, et 4,000 encore pour les années subséquentes.

Le réseau des CEGEP anglophones comprend actuellement quatre établissements: Dawson, Vanier, Abbott et Champlain. Le tableau V en présente des caractéristiques, qui permettront de situer l'évolution de chacun d'eux au cours des prochaines années. Retenons ainsi que seul le CEGEP Vanier occupe des locaux définitifs, qui feront tout au plus l'objet des réaménagements en fonction de l'évolution des clientèles. Dawson est installé dans l'ancienne Ecole des H.E.C. et dans des locaux industriels reconvertis qui ne lui offrent qu'un asile provisoire. Sur le campus du Macdonald College, le CEGEP John Abbott occupe des locaux loués qui ne semblent pas répondre à ses exigences; on souhaite pouvoir s'installer à Pointe-Claire, dans des bâtiments neufs. Le CEGEP Champlain, enfin, devra construire sur la rive sud, et il souhaite en faire de même à Sherbrooke ou dans ses environs.

5.3 La question est donc de savoir si l'excédent des ressources physiques et humaines du secteur universitaire peut être reconverti et mis à la disposition du réseau des CEGEP.

TABLEAU V

Les CEGEP de langue anglaise

Nom du CEGEP	Localisation (et date de fondation)	Nombre d'étudiants		Ressources physiques	
		Actuel	Prévu	Actuelles	Prévues
DAWSON	Montréal Centre-ville (1969)	4,200	5,000	. Locaux provisoires	. construction centre-ville (1975)
				. 385,000 p.c. (loué)	. 500,000 p.c.
				. 3,600 places (4,800 en sept./72)	. 5,000 places
VANIER	Montréal Ville St-Laurent (1970)	3,200	4,500	. St-Laurent, ex-collège Basile-Moreau	. agrandissements éventuels
				. 390,000 p.c.	. 75,000 p.c.
				. 3,800 places	. 700 places
ABBOTT	Montréal Ouest de l'Ile (1971)	800	4,500	. locaux loués au Macdonald College	. construction à Pointe-Claire (1975)
				. 800 places	. 450,000 p.c.
					. 4,500 places
CHAMPLAIN	Montréal Rive sud		2,500	. Location de 1200 pl. à St-Lambert en 1972	. construction campus St-Lambert (1973/74)
	Estrie	800	1,200	. Campus Lennoxville (location) 800 places	. 250,000 p.c. 2,500 places
	Québec (1971)	300	500	. Campus St-Lawrence (location) 300 places	. construction souhaitée
					. location prévue à long terme

6. LES SOLUTIONS PRECONISEES PAR LES ETABLISSEMENTS

6.1 Modes de présentations des avis des universités

Le Conseil des universités n'a été saisi officiellement que des solutions proposées par les établissements du réseau universitaire et par le Collège Loyola, au cours des audiences qu'il leur accordait les 18 et 19 mai dernier. Les points de vue de McGill et de Loyola étaient étayés par des mémoires; Bishop's reprenait une argumentation exposée précédemment dans son mémoire sur les Orientations, tandis que Sir George Williams présentait son avis oralement. Quant aux solutions souhaitées par les CEGEP concernés, elles ont été indirectement rapportées au Conseil qui, en outre, a requis des renseignements du Ministère de l'Education.

6.2 Le point de vue des CEGEP.

Nous ne rapportons ce point de vue qu'avec réserve, puisqu'il n'a pas été présenté au Conseil par les représentants de ces établissements.

D'une façon générale, mais à l'exception de Vanier, les CEGEP n'acceptent leur installation actuelle qu'à titre transitoire. Leur désir, à moyen terme, est de poursuivre leurs activités dans des locaux neufs, conçus en fonction de leur mission et de leurs besoins. Champlain et Abbott, même installés dans des locaux universitaires, ne se satisfont pas de la situation présente.

6.3 Le point de vue de Bishop's University.

Parce qu'il dispense un enseignement de premier cycle à des étudiants recherchant le cadre de ce "campus résidentiel", où la formation se confond avec un "Way of Life" original, unique au Canada au niveau universitaire, les dirigeants de l'établissement estiment que Bishop's apporte au réseau québécois d'enseignement supérieur un élé-

ment de variété important. Il doit donc selon eux poursuivre ses activités comme université de premier cycle, orientée vers des enseignements de type "Liberal Arts".

Cette survie, affirment-ils, se justifie aussi sur le plan économique. Ses 1,800 places actuelles sont occupées par ses propres étudiants, dont le nombre s'élèvera à 1,200 en 1975/76, et par ceux du CEGEP Champlain, auquel le lie une entente portant jusqu'en 1974. L'excédent de places dans le secteur universitaire anglophone n'est donc pas le fait de Bishop's. Ils croient possible la survie de l'université à certaines conditions:

- . possibilité de recruter 1,200 étudiants;
- . partage de certains équipements avec le CEGEP Champlain, après que celui-ci ait construit ses propres installations sur un terrain que Bishop's pourrait céder pour une somme symbolique.

6.4 Point de vue de McGill University.

Les représentants de l'université choisissent, entre quatre solutions envisageables, celle de la redistribution aux institutions collégiales des équipements universitaires excédentaires. En nuanciant à peine le tableau de la situation comparée universités-CEGEP dans le secteur anglophone, tel que brossé par le Conseil, ils admettent que le problème se situe à Montréal, et que sa solution ne devrait pas affecter Bishop's. Ils considèrent que, globalement, leur établissement et Sir George Williams pourront accueillir en 1981 la clientèle prévue de 21,000 étudiants. Conséquemment, ils suggèrent de regrouper dans les deux campus du centre-ville toute la population universitaire de ce secteur. Pour régler le problème immédiat du surplus d'espace, ils proposent en outre:

- . de louer au CEGEP John Abbott les espaces du Collège Macdonald, où ne seraient conservées que 500 places pour la faculté d'Agriculture;
- . de fusionner Sir George et Loyola, et de transférer à un établissement de niveau collégial les espaces occupés actuellement par ce dernier;
- . de se départir (ou de démolir) des locaux vétustes qui alourdissent son stock immobilier, ou, dans le cas de Sir George, des locaux en location.

6.5 Point de vue de Sir George Williams

Fonctionnant à des coûts qui sont parmi les plus bas de tous ceux connus au Canada, disposant du plus faible rapport pieds carrés/étudiant de tous les établissements universitaires du Québec, Sir George estime ne devoir contribuer, même à court terme, que pour une très faible part à l'excédent d'espaces dont souffrira bientôt le secteur anglophone.

L'Université est pourtant en faveur d'une réévaluation de l'utilisation des ressources, à la lumière des prévisions de population étudiante et, plus globalement, des besoins de la population anglophone du Québec. Elle a d'ailleurs amorcée cette entreprise et elle poursuit avec Loyola des négociations ayant pour objectif la mise en commun des ressources des deux établissements. Dans le mémoire présenté par Loyola sont exposés les principes présidant à ces négociations ("Guidelines for Loyola College and Sir George Williams University representatives during negotiations leading to the establishment of a new university"); résumons-les:

- . égalité des deux interlocuteurs pour les fins des présentes négociations;
- . fusion des deux établissements en une nouvelle université;
- . conservation des deux campus actuels;
- . conservation au sein de la nouvelle université, au moins au début, des traditions les plus valables de chacun des deux établissements préalables;
- . utilisation la plus rationnelle, mais aussi la plus complète possible, des ressources actuelles.

Sir George estime devoir trouver dans ce mariage éventuel deux avantages principaux:

- . confirmation et renforcement de son axe de développement majeur: satisfaction des besoins immédiats du milieu;
- . nouveaux espaces disponibles sur le campus de Loyola.

L'université ne propose, par contre, aucune solution quant à l'excédent de places du secteur anglophone.

6.6 Point de vue de Loyola College.

L'établissement prend acte de refus du ministère de l'Éducation de lui accorder une charte universitaire. Il refuse en même temps l'hypothèse de la poursuite de ses activités au niveau collégial seulement. Plusieurs arguments sont invoqués pour étayer ses ambitions universitaires:

- . tradition d'excellence au premier cycle;
- . qualité des ressources en place;
- . conception de tout le développement des dernières années en fonction du premier cycle universitaire;
- . originalité de la combinaison de quatre caractères: catholique, "Liberal Education", premier cycle, enseignement à temps partiel.

Le collège, de toute façon, juge ne pas avoir à faire les frais de la solution d'un problème dont il ne se sent point responsable, puisqu'il prévoit fonctionner à pleine capacité au cours des dix prochaines années.

Il propose en ce qui le concerne, pour contourner le défaut de charte, l'association avec un autre établissement - Sir George en l'occurrence - selon des modalités à définir, et des principes exposés dans la section précédente.

7. ANALYSE CRITIQUE DES SOLUTIONS PROPOSEES PAR LES ETABLISSEMENTS ANGLOPHONES

7.1 Bishop's University.

L'Université Bishop's lie sa survie à deux conditions:

- . accroissement de ses effectifs à 1,200 étudiants;
- . confirmation de sa vocation d'établissement d'enseignement général de premier cycle;

En outre, elle reconnaît l'importance qu'a pour son avenir la construction éventuelle du CEGEP Champlain sur une partie de son campus, et le partage avec celui-ci de certains équipements.

Le Conseil des universités s'interroge sur chacune de ces conditions. Il accepte les hypothèses sur lesquelles Bishop's fonde ses prévisions de 1,200 étudiants, mais il juge ce chiffre comme la limite extrême du recrutement possible. Il trouve acceptable, par ailleurs, le maintien à Lennoxville du centre d'attraction des étudiants du collégial, pour le secteur anglophone, puisqu'il s'agit là d'un flux séculaire. Il s'interroge enfin sur la solidité de la tradition "Liberal Education" à Bishop's, au moment où l'établissement accroît de façon marquée la spécialisation de ses programmes de premier cycle et désire renforcer ses engagements au deuxième cycle.

7.2 McGill University.

McGill suggère deux solutions principales au problème des excédents de capacité du secteur anglophone: abandon du campus de MacDonald, avec rapatriement éventuel au centre-ville de la faculté d'Agriculture, d'une part, intégration de Loyola à Sir George et abandon du campus actuel du collège, d'autre part. Ces solutions sont simples et séduisantes au premier abord.

Le Conseil estime pourtant que McGill n'offre pas de solution véritable quant à l'avenir de Macdonald College. Il y aura lieu en effet de pousser plus avant les réflexions sur les activités de Macdonald, ou du moins d'attendre les conclusions prochaines de l'Opération Sciences appliquées sur l'évolution de l'ensemble de ce secteur d'enseignement, avant de décider de la réaffectation du campus de Ste-Anne-de-Bellevue, dont on sait déjà qu'il ne satisfait pas aux besoins du CEGEP John Abbott.

McGill, en second lieu, propose pour Loyola une solution qui méritera une analyse plus fournie, encore que l'on puisse admettre que les modalités de l'intégration Loyola-Sir George doivent faire l'objet en premier lieu de négociations entre les principaux intéressés.

7.3 Sir George Williams.

Bien qu'il soit actuellement admis que Sir George fonctionne à des coûts modérés, il est non moins exact que l'établissement disposera en 1975/76 des 2,750 places actuelles libérées par les étudiants de niveau collégial. La stabilisation des populations universitaires, par ailleurs, ne rend pas évidente la nécessité pour l'université de recourir à moyen terme aux équipements de Loyola.

Le Conseil est d'avis que devrait être envisagée la possibilité d'une collaboration Sir George-McGill, en ce qui concerne l'utilisation optimale des ressources actuelles.

Il n'est pas convaincu, enfin, qu'à long terme une fusion avec Loyola renforce l'axe de développement traditionnel de Sir George. N'est-il pas probable que les professeurs acquis de Loyola s'efforceront, comme ceux de Sir George, d'engager l'université de plus en plus systématiquement sur la voie de l'enseignement gradué,

de la recherche, des enseignements spécialisés? C'est, en tout cas, l'impression que laisse entrevoir l'évolution de l'établissement au cours des dernières années. Devra-t-il maintenir son originalité sous la pression d'organismes externes?

7.4 Loyola College.

Le Conseil reconnaît la qualité des enseignements de Loyola au niveau "College"; il juge légitime son ambition d'acquérir officiellement un statut d'établissement universitaire, intégré au réseau québécois d'enseignement supérieur. Il s'étonne pourtant de l'affirmation des dirigeants de l'établissement que celui-ci a, depuis de nombreuses années, planifié tout son développement en fonction de sa vocation universitaire, alors qu'aucun organisme de planification n'a reconnu celle-ci.

Dans la mesure où les espaces physiques dont il dispose ne seraient pas requis par le secteur anglophone d'enseignement supérieur, au cours de la prochaine décennie, l'accession du Collège à un statut proprement universitaire se justifie-t-elle par d'autres raisons? raisons scientifiques, pédagogiques, culturelles, par exemple? le Collège dessert-il un type particulier de clientèle?

Il apparaît que, de ses quatre caractères, seul le caractère catholique est original, encore que les dirigeants de l'institution reconnaissent qu'il est aujourd'hui tempéré par un oecuménisme de plus en plus prononcé. Ajoutons qu'il n'est pas le propre de Loyola, même si la plupart des établissements universitaires québécois n'en font plus état et en ont généralement ôté la référence dans leurs chartes. Par ailleurs, cette composante contribue-elle vraiment à la personnalisation de l'établissement, alors que Loyola déclare poursuivre des activités d'enseignement avant tout, et que la pénétration de celui-ci par un "esprit catholique" n'est qu'un objectif second. Il apparaît au Conseil de toute façon qu'une telle caractéristique ne suffit pas aujourd'hui à

contrebalancer les autres critères de rationalisation: besoins de la communauté universitaire anglophone et utilisation optimale des ressources, par exemple. Aussi, le Conseil ne saurait-il la considérer comme un argument décisif en ce qui concerne d'éventuelles décisions sur le devenir des établissements universitaires.

Quant aux caractéristiques ethniques et géographiques soulignées par Loyola en ce qui a trait à ses clientèles, elles ne convainquent pas de son originalité, puisque McGill et Sir George accueillent également des étudiants de toutes origines linguistiques et ethniques. Au moment où il convient d'apporter des services universitaires minimaux aux populations éloignées, on ne peut retenir l'argument de l'urgence de la desserte d'un simple quartier, au sein d'une zone métropolitaine et d'un secteur linguistique abondamment pourvus déjà de services universitaires.

Enfin, le Collège Loyola insiste sur ses caractéristiques d'établissement voué à l'enseignement du type "Liberal Arts". Il y a lieu de s'interroger sur leur portée réelle, alors que le Collège désire poursuivre ses activités dans les domaines du commerce et du génie, ainsi qu'en témoignent les données contenues dans l'appendice 3 de son mémoire.

8. BILAN

8.1 Principes de rationalisation et bilan général.

Le bilan de l'étude du dossier sur l'évolution du secteur universitaire anglophone repose sur les principes formulés dans l'introduction de ce rapport (p. 2). Il tient compte en outre des hypothèses complémentaires suivantes:

- a) il ne revient pas aux universités anglophones de s'attacher systématiquement à la scolarisation des étudiants de langue française;
- b) les échanges interprovinciaux d'étudiants continueront à s'effectuer, à moyen terme du moins;
- c) une politique nouvelle de frais de scolarité pour les étudiants étrangers tendra à contraindre l'inscription dans les universités anglophones, en dépit d'accords intergouvernementaux, plus qu'à la faciliter;
- d) les normes d'allocation des ressources physiques ne sauraient être modifiées aussi longtemps que les ressources actuelles ne seront pas totalement utilisées.

Il ressort de l'analyse du dossier un fait dominant: les trois établissements universitaires actuels répondent convenablement aux besoins tant qualitatifs que quantitatifs de la clientèle universitaire anglophone, dont ils permettent d'ailleurs un taux de scolarisation supérieur à celui que l'on connaît dans le secteur francophone. Il serait sans doute aisé de corriger à moyen terme les défauts ou les insuffisances qui s'y manifestent; le rapport complet sur les orientations agira en ce sens.

L'évolution naturelle des clientèles y entraînera même un excédent important de places tout au long de cette décennie, et probablement de la décennie '80. Une solution s'impose donc:

coordonner l'utilisation des ressources de ce secteur, en allant jusqu'à concentrer certains équipements. McGill a déjà accepté de se départir de la plus grande partie des 2500 places du Macdonald College. Les 3330 places du Loyola doivent être elles-mêmes soustraites de la comptabilité des espaces utiles.

8.2 Cas de Loyola.

Cette solution ne dispose pas toutefois du problème des ressources du Collège Loyola. Il convient donc d'assurer l'intégration des ressources véritablement universitaires de l'établissement à celles dont dispose déjà le réseau québécois, y compris le réseau francophone.

C'est donc à une intégration élargie que devront penser les autorités de Loyola. Si, pour la sauvegarde des caractéristiques de leur établissement, elles envisagent la poursuite des négociations avec Sir George Williams, celles-ci devront se baser sur des principes différents de ceux retenus actuellement:

- a) on ne conservera que le campus du centre-ville;
- b) les orientations actuelles de Sir George Williams, telles que confirmées par le rapport général sur les orientations, devront être respectées.

En outre, l'intégration éventuelle de certains personnels devra être effectuée avec l'assentiment du ministère de l'Education et du Conseil des universités.

8.3 Cas de Bishop's

Pour une utilisation optimale des ressources post-secondaires actuelles des Cantons de l'Est, Bishop's pourrait être autorisée à poursuivre ses activités au niveau universitaire. Elle devra satisfaire pour cela aux deux conditions posées en 7.1: partage de certains équipements avec le CEGEP Champlain et recrutement de 1,200 étudiants de niveau universitaire.

Sa situation devra être suivie en permanence, et la réalisation des conditions évaluée en 1973.

8.4 Cas de Macdonald College

La reconversion du campus de Macdonald devra être réalisée aux conditions acceptées par le Conseil des universités et le ministère de l'Education, après étude du rapport de l'O.S.A. sur le développement du secteur de l'enseignement des sciences agricoles au Québec.

9. RECOMMANDATIONS

Considérant

- a) les analyses qui précèdent, et particulièrement les prévisions relatives à l'évolution des clientèles étudiantes de niveau universitaire, de même que les données sur les capacités d'accueil des universités de langue anglaise;
- b) les principes proposés ci-haut par le Conseil, pour l'évaluation de la situation présente et la rationalisation du développement du secteur universitaire anglophone;
- c) les points de vue exprimés et les mémoires élaborés par les représentants des campus anglophones à l'occasion d'audiences du Conseil;
- d) les travaux en cours sur les orientations des universités au cours des dix prochaines années, travaux qui conduiront à des recommandations quant aux orientations spécifiques des universités actuelles;
- e) l'interdépendance naturelle du développement respectif du niveau collégial et du niveau universitaire;
- f) les discussions actuellement en cours entre Sir George Williams et Loyola;

LE CONSEIL DES UNIVERSITES RECOMMANDE

1. QUANT A BISHOP'S UNIVERSITY

- a) QUE Bishop's University conçoive son développement comme établissement de premier cycle surtout, et dispense principalement des enseignements non spécialisés.
- b) QUE Bishop's University et le CEGEP Champlain, tout en conservant leur indépendance administrative, recherchent conjointement les modalités d'une utilisation optimale des ressources qu'offre à l'enseignement post-secondaire anglophone des Cantons de l'Est le campus de Lennoxville.
- c) QUE les deux établissements fassent rapport au Ministre de l'Education avant le premier janvier 1973.

2. QUANT A LOYOLA COLLEGE

- a) QUE les enseignements de niveau universitaire en langue anglaise dispensés dans la région de Montréal soient en totalité concentrés sur les campus de McGill University et de Sir George Williams University;
- b) QUE les locaux du campus de Loyola ne soient pas inclus dans l'inventaire des ressources physiques du secteur universitaire anglophone, et que les autorités du Collège les affectent à des fins autres que celles de l'enseignement universitaire;
- c) QUE soit au besoin envisagée la réaffectation des personnels de Loyola en tenant compte des orientations que se donnera l'établissement et des engagements actuels du Collège envers ces personnels;
- d) QUE le calendrier de résorption des activités universitaires de Loyola ne s'étende pas au delà du premier juin 1975 et que, conséquemment, le Collège n'accepte plus d'étudiants au niveau universitaire après septembre 1972;
- e) QUE, nonobstant la recommandation précédente, soient sauvegardés les droits des étudiants actuels de Loyola quant à la poursuite de leurs études, après entente entre les universités concernées, dont l'Université de Montréal;
- f) QUE la résorption des activités universitaires du Collège fasse l'objet d'ententes entre les établissements concernés, avec la collaboration du Ministère de l'Éducation et du Conseil des universités, qui s'assureront de leur conformité aux recommandations contenues dans le rapport sur les orientations et dans les rapports sur les opérations sectorielles.

3. QUANT A MCGILL UNIVERSITY

QUE les espaces d'enseignement actuels du campus de Macdonald soient reconvertis à des fins autres qu'universitaires, et que l'Université McGill propose les modalités d'une telle reconversion, en tenant compte des recommandations de l'OSA sur le développement de l'enseignement des sciences agricoles.

4. QUANT A SIR GEORGE WILLIAMS UNIVERSITY

- a) QUE Sir George Williams University étudie avec Loyola College, et en consultation avec McGill, les modalités de l'intégration sur son campus de l'enseignement universitaire dispensé actuellement par le Collège, et celles de l'intégration de certaines ressources affectées à cet enseignement;
- b) QUE, conjointement avec le Loyola College, rapport soit fait, avant le premier janvier 1973, au ministère de l'Education et au Conseil des universités sur ces modalités d'intégration.

5. QUANT A THOMAS MORE INSTITUTE

QUE toute décision quant au devenir de l'établissement soit reportée à la fin de la présente année, après présentation par le Conseil, dans son rapport final sur les Objectifs-Orientations, de recommandations spécifiques.

Annexe I

Capacité d'accueil en 1975-76 des institutions universitaires de langue anglaise du Québec

Institution	Surface nette non résiden- tielle en 1971-72		Surface n.n.r. additionnelle prévue au plan quinquennal 1971-76	Surface n.n.r. qualifiée en 1975-76	Norme: pi.car./ étud. temps complet du jour 1er, 2e, 3e cycles (2)		Capacité d'accueil en 1975-76	Etud. équiv. temps complet du jour, 1er, 2e, 3e cycles prévus en 75/76 p. ch. établis.		Etud. équiv. temps complet du jour, 1er, 2e, 3e cycles prévus en 75/76 par le M.F.Q.	
	A	B	C	D = B + C	E	F = D + E	G	H			
McGill	2,348,000	1,850,000	60,000 (3)	1,910,000	125	15,280	11,635 (4)				
McDonald College	498,000	415,000	-	415,000	170	2,441	498 (4)				
Sir George Williams	603,000	584,000	-	584,000	105	5,562	4,633 (4)				
Bishop's	220,000	167,000	-	167,000	95	1,758	1,369 (4)				
Loyola	343,000	333,000	-	333,000	100	3,330	3,380 (5)				
Total	4,032,000	3,349,000	60,000	3,409,000	120	28,371	21,515	18,941			
Services de la Santé - McGill	325,000	290,000	-	290,000	210	1,391	1,489				

(1) Compte tenu de l'âge et du rapport surface nette/surface brute des bâtisses. (voir "Proposition de la D.G.E.S. sur les investissements universitaires" Août 1971, page 58).

(2) Norme d'espace variant selon la pondération des clientèles prévues. (voir les pages 77 et 650 du document ci-haut mentionné).

(3) Bâtiments de la "physique" et des "sciences de l'administration" entièrement financés par des dons.

(4) Prévisions (excluant les rédactions de thèse, les internes et résidents) tirées du formulaire de présentation du plan quinquennal d'investissement 1971-76, avril 1971.

(5) Prévisions tirées d'un document présenté à la D.G.E.S. le 10 juin 1971 par M. A. Ferrari du Loyola College.

ANNEXE II

Nombre de personnes à temps complet
engagées dans les fonctions subventionnées en 1970-71

	<u>Toutes les universités du Québec *</u>	<u>McGill</u>	<u>Sir George</u>	<u>Bishop's</u>	<u>Loyola</u>	<u>Tous les campus anglophones</u>
<u>Enseignement</u>						
Direction	541	94	38	9	11	152
Professionnel	4,446	1,006	306	72	231	1,615
Prof. de recherche	86	-	9	-	-	9
Pers. technique	742	269	31	2	13	315
Pers. de bureau	1,860	343	78	10	50	481
Pers. de métier	<u>79</u>	<u>15</u>	<u>-</u>	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>16</u>
	7,754	1,727	462	94	305	2,588
<u>Autres fonctions</u>						
Direction	313	59	43	9		111
Pers. professionnel	556	112	38	4	34	188
Pers. technique	778	348	53	15	-	416
Pers. de bureau	2,169	310	198	26	102	636
Pers. de métier	<u>844</u>	<u>385</u>	<u>93</u>	<u>32</u>	<u>103</u>	<u>613</u>
	4,660	1,214	425	86	239	1,964

* Sans Loyola